

UNION POUR LA MÉDITERRANÉE

Vers le nouvel ordre colonial

Le sommet fondateur de l'UPM est fixé pour les 13 et 14 juillet 2008. Les représentations se feront certainement au plus haut niveau, hormis la Libye. Quel intérêt pour nos peuples ? Quelle stratégie allons-nous présenter face à une Europe forte et unie ? Une Europe libérale qui sait ce qu'elle veut...

En face, nos pays partent en rangs dispersés. La Ligue arabe ne sort pas de son rôle de «couveuse» de discours alors que l'Union pour le Maghreb est en panne.

Par Maâmar Farah
farahmaamar@yahoo.fr

Si l'on analyse les résultats réels du processus de Barcelone dont est issu le concept même de l'Union pour la Méditerranée, il n'y a pas, en vérité, grande-chose à se mettre sous la dent. Et cela au double plan politique et économique. Sans compter les nouvelles dispositions pour réduire la libre circulation des personnes entre les deux rives. Est-ce pour relancer ce processus chancelant que le président Sarkozy a proposé cette union aux contours flous et aux objectifs douteux ? En vérité, le nouveau président Sarkozy, voulant réaffirmer le rôle de la France dans cet espace méditerranéen où elle avait bâti un grand empire colonial qui se prolongeait vers le sud du Sahara, se souciait peu des intérêts de ses autres partenaires européens.

«Paris ou Bruxelles» ?

Contrairement au processus de Barcelone, l'idée de l'UPM était une conception franco-française avec des visées très claires : maintenir les anciennes colonies nord-africaines sous le giron français en ralentissant l'avancée des Américains dans cette région. En effet, le nouveau rôle joué par ces derniers au Maghreb et qui s'affirmait de jour en jour sur les plans économique et militaire, inquiétait au plus haut point les stratèges français. Le traité d'amitié devant sceller une coopération algéro-française qui aurait été le cœur de la stratégie française au Maghreb ayant échoué, il ne restait à Sarkozy qu'à en tirer les conclusions adéquates pour repartir avec une idée nouvelle.

Cependant, Bruxelles ne l'entendait pas de cette oreille : l'inquiétude de l'Allemagne quant aux buts non avoués de ce projet alerta les autres pays de l'Union, dont certains préféraient se tourner vers l'est du continent. On suppose que si Bruxelles a fini par accepter l'UPM, cela a dû se faire avec quelques concessions françaises sur la forme : ce n'est plus la France qui pilote l'idée, mais l'UE. Néanmoins, le coup était calculé pour que Sarkozy et la France tirent les dividendes de cette opération puisque la date de son lancement officiel a été «arrangée» pour tomber avec le début de la présidence française et... la fête du 14 Juillet ! A ce propos, il convient

de replacer dans son contexte cette phrase de l'ancien chef du gouvernement, M. Belkhadem, qui s'était demandé, à juste titre, si «nous allions avoir affaire à Bruxelles ou à Paris !» Aujourd'hui, et après une valse-hésitation qui aura duré plusieurs semaines et des doutes quant à la présence de certains chefs d'Etat, on sait que tous — à l'exception de Khaddafi — seront de la partie.

A étudier de plus près cette initiative, nous n'y voyons qu'une tentative très sérieuse de normaliser les relations avec Israël, ce qu'avait essayé de réaliser, sans succès, la réunion de Barcelone. Vue sous cet angle, cette rencontre euro-méditerranéenne a la bénédiction des Etats-Unis d'Amérique qui ont tout essayé pour rapprocher le monde arabe de l'Etat hébreu. Est-ce donc une nouvelle version du projet du «Grand-Moyen-Orient», avec un estampillage garanti pur européen ?

La lucidité de Mouammar Khaddafi

L'Algérie, qui avait attiré l'attention sur cette question, s'est trouvée piégée par la présence de Bachar Al-Assad, principal opposant à Israël dans la région et de Mahmoud Abbas, le président palestinien. Dès lors, et ne pouvant être «plus palestinien que palestinien», notre pays finit par accepter de se faire représenter au plus haut niveau.

Mais, sur un plan plus général, que peut nous apporter l'Union pour la Méditerranée ? Rien, absolument rien, sinon d'amarrer nos pays à l'Europe libérale, dans une vision néo-coloniale qui perpétue les relations de jadis sous de nouvelles formes. Parce que nous manquons de clarté quant aux objectifs réels de cette union transcontinentale et, surtout, parce que nous y allons en ordre dispersé, attendons-nous à connaître les pires désillusions.

A ce titre, la position de Mouammar Khaddafi reste d'une lucidité dont il faut s'imprégner en ces moments où les effets d'annonce et la politique-spectacle l'emportent sur les enjeux réels de ces structures préfabriquées et bâties sur de profonds déséquilibres. Les choses se seraient passées autrement si les Etats du sud de la Méditerranée s'étaient présentés en rangs serrés, avec des réalisations et des

objectifs communs, issus d'une vision stratégique collective. Or, rien n'unit le Liban à l'Egypte et la Syrie à la Tunisie. Pire, les Algériens et les Marocains se regardent en chiens de faïence, avec l'une des très rares frontières fermées au monde (nous attendons confirmation de l'existence d'un autre cas). Sur des questions politiques primordiales, l'Europe n'apportera aucune réponse satisfaisante aux justes revendications des peuples du Sud. Sur la Palestine, elle continuera de condamner le «terrorisme», oubliant que l'Europe s'était libérée grâce aux maquisards qui avaient mené le combat de l'honneur et de la dignité contre les forces d'occupation. Et la résistance palestinienne, qui sera le grand absent de ces retrouvailles, n'est-elle pas, justement, la réponse appropriée aux crimes coloniaux perpétrés par cette armée d'occupation raciste et barbare qui va défiler devant les chefs d'Etat arabes le 14 juillet ? Nous osons espérer — sans que cela soit pris pour une impertinence ou une immixtion dans les décisions souveraines du chef de l'Etat —, que le président Bouteflika ne sera pas présent au moment où les tueurs de nos frères passeront devant la tribune d'honneur. Ce défilé soulève d'ailleurs le mécontentement de beaucoup de Français, ainsi que de certaines organisations indignées.

L'Europe sourde aux doléances du peuple sahraoui

Sur le dossier du Sahara occidental, l'UPM n'apportera aucune réponse satisfaisante. Elle essayera de «rapprocher les points de vue», en appelant au «sens des responsabilités» de nos dirigeants ; mais, sur l'essentiel, c'est-à-dire l'application des résolutions de l'ONU et l'autodétermination du peuple sahraoui spolié de ses droits, l'Europe ne dira rien. Cette Europe dont les grands pays manifestent un soutien honteux à l'occupation marocaine de ce territoire. Et ce ne sont pas, malheureusement, les initiatives courageuses, mais isolées, de certains députés ou organisations de la société civile qui changeront quoi que ce soit à la vision globale de l'Europe.

Que ce soit sur la question du Proche-Orient ou sur celle du Sahara occidental, les positions algériennes seront minoritaires. L'heure est à la «normalisation» et nous savons tous ce que veut dire ce mot : se plier devant le plus fort, accepter le fait accompli. Notre pays, malade intérieurement, faible extérieurement, n'a plus les ressorts diplomatiques pour s'opposer à cette marche forcée

vers le nouvel ordre colonial. Paradoxe suprême : alors que son poids géographique et stratégique est reconnu par tous, on hésite à lui proposer une présidence ou un siège de cette future UPM !

Sur le plan économique, la position de nos pays va être amoindrie par l'absence d'une vision cohérente quant à nos intérêts communs ! La Ligue arabe et l'Union maghrébine n'étant plus que des organes de propagande, sans réelle épaisseur économique et sociale, ne pourront guère prétendre à un quelconque rôle de contre-poids en face de la redoutable machine d'une UE qui en est, déjà, à la monnaie unique !

Nos pays vont se présenter à cette réunion sans aucune stratégie économique, les uns voulant garder leurs avantages de partenaires privilégiés, les autres aspirant à accéder à ce statut. Par ailleurs, certains pays, parmi les moins favorisés, attendent une aide économique, alors que d'autres, au lieu d'utiliser les énormes ressources tirées des hydrocarbures pour relancer l'investissement public dans l'économie, veulent plutôt attirer les investisseurs !

Un marché de dupes !

Face à ce désordre, l'Europe n'aura qu'une réponse : devenez nos partenaires sous l'empire du libéralisme économique, abandonnez les chimères de l'indépendance réelle et vos visées d'émancipation : vous êtes un marché pour nos produits, vous êtes incapables de relancer les industries sans nos multinationales, sans l'innovation et l'esprit d'innovation qui sont les nôtres ! Laissez-nous délocaliser certaines industries comme le textile et travaillons ensemble : votre main-d'œuvre coûte moins cher que la nôtre !

La coopération économique avec l'Europe avait un sens quand c'était l'Etat protecteur qui négociait et traitait les affaires. Il veillait à l'intérêt de la Nation, à l'environnement, à la protection sociale des travailleurs et intégrait cette coopération dans la stratégie nationale de développement. Cette stratégie visait à satisfaire d'abord les besoins strictement nationaux. La coopération que nous propose l'Europe se fait entre des multinationales éphémères et notre secteur privé dont les patrons ne sont pas tous ces hommes d'affaires dynamiques et patriotes ; mais, dans leur majorité, des exploiters opportunistes issus de la nouvelle bourgeoisie trabendiste ! Les rares grosses compagnies privées qui ont inscrit leur stratégie de développement dans la perspective de l'indépendance nationale sont, au contraire, une menace pour

ces multinationales qui nous proposent un marché de dupes.

Sur un plan humain, l'Union pour la Méditerranée ne sera jamais le cadre d'une concertation transparente pour améliorer le sort de nos communautés émigrées et permettre une libre circulation des personnes. C'est une Europe marquée par l'esprit de droite, repliée sur elle-même et refusant d'accueillir les citoyens du Sud, qui va co-présider cette Union pour la Méditerranée ! L'UPM est, en réalité, un nouveau cadre contraignant où vont s'exercer les rapports de domination européenne — pour ne pas dire française — face à des pays dirigés par des oligarchies oubliant souvent l'intérêt de leurs peuples pour ne voir que la survie de leurs règnes.

La vraie Union pour la Méditerranée des peuples !

A ce propos, il est inquiétant de constater que le prestige personnel d'un Sarkozy, qui veut réussir avec éclat son coup, passe avant le droit des peuples du Sud dont la majorité sont opprimés par des pouvoirs dictatoriaux et où les libertés essentielles sont inexistantes. Qu'on est loin du discours du candidat Sarkozy promettant aux peuples du monde encore sous le joug de régimes tyranniques aide et soutien de la France ! Les belles paroles s'envolent pour laisser place aux sordides intérêts économiques et aux prétentions monarchiques de certains.

Telle qu'elle se présente, l'UPM est un non-événement, une mascarade qui sera du même goût que la farce de Barcelone, avec, en prime, l'honneur rendu à Israël, «pays le plus démocratique du Sud» et qui n'est en réalité qu'un Etat théocratique et raciste qui commet, dans l'impunité totale, les plus grands crimes contre l'humanité ! L'UPM sera un corps sans vie voué à une lente et inexorable décomposition, parce qu'il lui manque l'essentiel : la volonté populaire et l'engagement des élites éclairées de nos peuples qui sont, encore une fois, marginalisés.

Des élites du Nord et du Sud qui, rassemblées sous la même bannière de la lutte contre le libéralisme et la mondialisation, ont tout intérêt à unir leurs efforts pour se retrouver ensemble sur le front des nouveaux combats. C'est avec les organisations syndicales progressistes et certains partis et organisations de la gauche non libérale que nous pouvons nouer des liens sincères et forts, avec, comme aboutissement, la création d'une vraie Union pour la Méditerranée des peuples !